

Notre aptitude à "jeter des ponts" entre les pays du Nord et du Sud bénéficie également de nos liens politiques. Membre de l'Occident industrialisé, nous avons des liens étroits avec les États-Unis, l'Europe et le Japon et nous participons aux sommets économiques annuels des principaux pays industrialisés. Par ailleurs, nous sommes une puissance moyenne membre de l'OCDE et du Groupe des nations occidentales "de même avis" qui partagent des préoccupations communes en ce qui a trait à la situation dans le tiers monde.

Nous avons également des liens avec les pays en développement partout dans le monde. Comme nous n'avons ni passé colonialiste ni visées géopolitiques, ces pays sont parfois moins méfiants à l'égard des motifs canadiens qu'ils ne peuvent l'être à l'égard de ceux de certains des autres pays industrialisés. De surcroît, certaines associations, et notamment le Commonwealth et la Francophonie, nous ont donné des perspectives uniques sur les préoccupations des pays en développement.

Enfin, il y a l'effet qu'un rôle international proprement canadien a eu sur la perception que le Canada a de lui-même. Le Canada est à la fois un pays très diversifié, où le sentiment régional est très fort, et une société bilingue et multiculturelle. Je suis convaincu qu'une présence marquée sur la scène internationale a contribué à consolider notre sentiment d'identité nationale et l'image que nous avons de nous-mêmes dans un contexte mondial.

\* \* \*

J'aimerais maintenant passer de ma perception du rôle du Canada dans le Dialogue Nord-Sud à la situation internationale à l'heure actuelle. Quand la Table Ronde s'est réunie à Ottawa en 1980, l'année 1981 devait être "l'année des Sommets". Au Sommet d'Ottawa réunissant les sept principaux pays industrialisés, les questions Nord-Sud figuraient en bonne place à l'ordre du jour. À la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth et au Sommet de Cancun l'automne dernier, ces questions occupaient une place de choix. Tout récemment à Versailles, elles ont de nouveau figuré à l'ordre du jour.

Vers la fin des années 70, on entendait souvent dire que les négociations ne progressaient pas faute de volonté politique. Au début des années 80, ces questions ont été à maintes reprises abordées au plus haut niveau politique. Quel a été l'impact de ces réunions? Qu'ont-elles accompli?